

LE « GENRE » A LA RESCOUSSE DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES

La Déclaration universelle des Droits Humains, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, proclame dans son article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Dans la réalité de notre monde, nous sommes loin de cette proclamation. Et particulièrement en ce qui concerne les droits des femmes, trop souvent traitées en « inférieures » par rapport aux hommes. La notion de « genre » va bien au-delà des différences physiques et sexuelles entre femmes et hommes. La notion de « genre » nous provoque à analyser les discriminations envers les femmes dans les contextes sociaux, historiques, culturels, politiques, et à prendre conscience que ces situations peuvent être changées. Et donc à nous engager pour les changer. Mais qu'en est-il du point-de-vue des femmes rurales du Sud ?

Discriminations inacceptables

Au Cameroun, Esther Endalé est pharmacienne. Elle reconnaît qu'elle évolue dans un milieu pas toujours très accueillant à la promotion professionnelle des femmes. « Mais, dit-elle, j'ai eu la chance d'avoir accès à l'éducation, et donc de pouvoir prendre des décisions selon ce que je souhaite faire de ma vie. Mais faut-il être d'un milieu privilégié – ce qui est mon cas - pour accéder à ses droits, femme ou homme ? Car en tant que femme, dans une société dominée par les hommes, tous les jours, tout me renvoie à mon état de femme. »

Esther Endalé a eu la chance d'avoir accès à l'éducation, à la culture, ce qui lui permet de faire des choix et de se situer en tant que femme dans la société de son pays. Mais combien de millions sont-elles, ces femmes qui ne peuvent accéder à un minimum de vie décente, tout simplement du fait d'être femme ?

Education

« Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » affirme l'objectif N° 3 des « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Dans de trop nombreux pays, la scolarisation des filles est en retard sur celle des garçons. Quelques chiffres : en Asie du Sud, globalement, 85 filles sont scolarisées en primaire quand 100 garçons le sont ; en Afrique subsaharienne, ce chiffre est de 86. Dans le monde, 114 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire. Sur ce total, 63 millions sont des filles, soit 55 %.

Il y a aussi des disparités dans l'enseignement secondaire : pour 100 garçons accédant aux études secondaires, en Asie du Sud les filles ne sont que 79, comme en Afrique subsaharienne ; dans l'ensemble

des régions en développement, le chiffre est de 89 filles pour 100 garçons accédant aux études secondaires.

Politique

L'une des conséquences de la non-scolarisation des filles et des femmes est leur présence minoritaire dans les structures politiques de leur pays. En 2005, le pourcentage de femmes parlementaires est de 5 à 10 % en Asie, de 9 % en Afrique du Nord, de 14 % en Afrique subsaharienne, de 19 % en Amérique latine et Caraïbes, de 21 % dans les régions dites développées. La moyenne mondiale est de 16 % de femmes parlementaires qui est donc encore un domaine « réservé » aux hommes. « Bien sûr, note Mme Marinova, Bulgare, c'est important d'avoir des femmes au Parlement – nous sommes très fières de nos 26 % - mais encore faudrait-il qu'elles défendent la cause de l'égalité pour toutes. »

Revenus

Dans le secteur économique, nous constatons les mêmes disparités. Il est important que les femmes aient les mêmes salaires que les hommes. Mais surtout il faut qu'elles aient accès aux mêmes professions et aux mêmes emplois. Dans le monde, les femmes représentent 39 % des salariés et des travailleurs rémunérés, mais seulement 21 % des employeurs de main d'œuvre. Elles représentent 61 % des travailleurs familiaux non rémunérés, surtout dans le secteur agricole.

Dans le monde, les deux tiers des heures de travail réalisées sont fournies par les femmes. Mais elles reçoivent moins de la moitié des revenus. En Thaïlande, dans l'industrie de conserve du poisson, 90 % de la main d'œuvre est féminine, et elle est de 85 % dans l'industrie du vêtement. Au Mexique, 42 % de la population féminine active perçoit une rémunération inférieure au salaire minimum, ou ne perçoit rien du tout.

Le seuil de pauvreté absolue – selon l'ONU – est de disposer de 1 \$ US par jour. Dans le monde, 1,3 milliard de personnes sont en-dessous de ce seuil, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour, dont 900 millions de femmes, soit 70 % de l'ensemble des pauvres du monde. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de revenus, mais touche bien d'autres aspects : l'accès aux services de base tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau, le transport ; le droit à un revenu, le droit au travail, le droit à la terre et au capital ; la sécurité ; la participation aux processus de prise de décision.

Ces aspects ont aussi été intégrés dans l'index sexospécifique de développement humain et dans l'index GEM du Programme des Nations Unies pour le Développement. Ces indicateurs sont des reflets fidèles de la réalité. Sur tous les plans en rapport avec la pauvreté, les femmes sont défavorisées par rapport aux hommes. Les situations juridiques, culturelles, sociales, écologiques et / ou économiques sont sources d'inégalité entre les hommes et les femmes, ce qui entraîne une pauvreté croissante pour la population féminine.

S'attaquer aux racines des inégalités

Changer nos schémas mentaux

Quel que soit le secteur de la vie que l'on examine, les disparités sont criantes au détriment des femmes. Dans l'industrie, l'agriculture, le commerce ou à domicile, le travail des femmes est une réalité, trop

souvent méconnue. Du fait de la libéralisation économique, leurs conditions de travail et de vie se dégradent, par la précarité et l'inégalité des situations. Mais il ne suffit pas de prendre en compte le travail salarié des femmes. Il faut aussi valoriser le travail dit « non productif », comme les tâches domestiques, les responsabilités familiales.

Il faut considérer la situation des femmes dans le contexte social, politique, économique, culturel, religieux, etc. Cela passe par la reconnaissance et la promotion de leurs droits les plus élémentaires, lutte menée pour les femmes et par les femmes, pour abolir l'oppression due aux inégalités fondées sur le sexe. Cette promotion doit aider les femmes à se structurer pour s'affirmer comme individus capables de gérer toutes les dimensions de leur vie.

L'analyse de genre à la rescousse

Avant que d'être des conjointes, des compagnes, des épouses, des mères, des travailleuses, les femmes sont des citoyennes à part entière. Les inégalités s'enracinent dans des systèmes politiques, sociaux, économiques, culturels et religieux, dans un système d'exploitation de l'immense majorité des femmes et des hommes par une minorité. L'oppression subie par les femmes est l'expression la plus visible de cette domination.

Il ne s'agit pas seulement de considérer les différences physiques – anatomiques – entre les femmes et les hommes. Mais de regarder comment les relations femmes-hommes sont définies par la société, comment les rôles assignés à chaque sexe sont socialement et culturellement définis. Ce sont trop souvent les schémas mentaux qui font que l'on ne veut pas s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les femmes et les hommes.

En ce sens, il ne s'agit pas seulement de penser à des actions spécifiques en faveur des femmes, pour accroître leurs revenus, leurs capacités à assumer leur rôle et leurs tâches souvent traditionnelles. Car les femmes ne disposent pas d'accès aux ressources et à leur contrôle : terre, eau, crédit, technologies, formation, éducation, santé, responsabilité politique pour la communauté et la cité. Trop souvent le contexte culturel ou la tradition servent à justifier les inégalités économiques et l'inégale participation des femmes. La tentation est grande de faire du groupe des femmes un groupe vulnérable, au lieu de s'attaquer à ce qui les rend vulnérables.

L'analyse de genre permet de mettre en évidence la réalité des effets sociaux et économiques des discriminations sexuelles, de la dépendance des femmes, de leur pauvreté réelle, de la violence dont elles sont victimes. Tout en favorisant la présence des femmes et des hommes à égalité dans les réunions, dans les lieux de décisions, nous devons nous interroger : « Quels hommes ? Quelles femmes ? Pour quelles raisons ? Pour quels enjeux et motifs ? Est-ce majoritairement la présence et la participation des notables, des élites ? Ou la présence et la participation effective des personnes concernées – femmes et hommes – et en priorité des plus pauvres du monde rural ?

Tout n'est pas « argent » ou « monnaie »

La reconnaissance de la contribution des femmes à la production de richesses et à la promotion du bien-être des sociétés nous provoque à sortir de la logique monétaire. La vie de famille, les rapports sociaux de proximité et d'amitié, les tâches domestiques sont autant de réalités qui structurent la vie en société, mais qui n'ont pas de valeur monétaire. Intégrer les activités non monétaires et les activités rémunérées financièrement pose une autre exigence : tout mettre en œuvre pour une division et un partage des tâches domestiques entre les femmes et les hommes. Considérer la dimension du « genre » provoque aussi les

hommes à changer de comportement vis-à-vis des tâches domestiques, d'éducation et de présence familiale.

Ce qui conduit à repenser la démocratie comme lieu de participation de toutes et de tous, mais aussi la vie économique pour de nouvelles formes de distribution des richesses quelle que soit la forme de « travail » des uns ou des autres. Il s'agit de consolider les bases d'une économie et d'une société solidaires, où les femmes sont des sujets à part entière. Ce qui est en jeu, c'est de tout faire pour une vie digne pour chaque personne, une vie exempte de violence, une vie en recherche d'harmonie, de démocratie véritable et de paix.

Des femmes visibles et actrices

Partout, des femmes s'organisent pour faire reconnaître leurs droits et mettre en cause la répartition traditionnelle des rôles et des tâches. Au Mali, une coopérative d'habitat regroupe un millier de femmes. « Nous ne devons pas dépendre de nos maris, disent les responsables, ni pour l'argent quotidien, ni pour le logement. Nous devons nous assumer et prendre notre destin en main. » Si par malheur, la femme se retrouve seule, elle n'est pas à la rue, car elle a son logement. « Ainsi, nous luttons à notre manière contre l'injustice sociale. »

Au Cameroun, Esther Endalé, pharmacienne, est aussi animatrice bénévole d'une association de femmes de son quartier, mais dont le rayonnement et l'influence touchent beaucoup de femmes dans le pays. L'association revendique le droit de s'opposer aux mariages forcés, agit pour le droit à l'éducation d'une sexualité humaine dans les écoles, pour que le code régissant la vie des personnes et de la famille soit égalitaire entre femmes et hommes. « Nous refusons de nous laisser enfermer dans des métiers ou des tâches de « filles », dans des clichés traditionnels. Nous utilisons tous les espaces de liberté dont nous pouvons disposer. Nous nous battons chaque jour pour conquérir et développer ces espaces de liberté. »

Dans les pays connaissant des conflits internes, les femmes sont très souvent en première ligne dans le travail pour la paix. En Côte d'Ivoire, des femmes en association revendiquent le droit à leur place dans les négociations : « Nous ne devons pas laisser les négociations entre les seules mains des hommes. Nous sommes des femmes de paix. » Des associations agissent dans la médiation et l'interpellation des parties en conflit. Elles travaillent en réseaux avec d'autres associations, pour dénoncer les abus et peser sur les décideurs politiques.

Au Népal, aux moments les plus durs du conflit interne, des femmes se sont groupées en associations, pour revendiquer le retour à la paix. Elles ont été en première ligne des manifestations et, devant leur détermination, le pouvoir a cédé et engagé des pourparlers pour la paix. « Nous avons pris conscience de notre force en tant que femmes, disent les responsables. Les femmes ne sont plus les invisibles de la société. Nous devons participer à l'avenir de notre pays. Cela passe par l'éducation des filles qui ont les mêmes droits que les garçons. »

En Belgique, l'ACRF – Femmes en milieu rural travaille à la formation politique des femmes : débats, articles dans la revue du mouvement, diffusion d'analyses et d'actions menées par des femmes, etc. Pour leur promotion en politique, le mouvement organise des formations spécifiques : apprendre à prendre la parole en public, porter les revendications des femmes sur la place publique.

En Amérique latine, le Réseau des femmes pour la résistance porte les « justes et légitimes réclamations des femmes des différents peuples et communautés indigènes et paysannes ». Le Réseau œuvre à établir des lieux de dialogue, de concertation, de négociation sur les situations d'inégalités de conditions et de vie.

Femmes et hommes ensemble

Il s'agit de former et d'informer sur l'urgence de mettre en pratique, par les femmes et les hommes ensemble, les fondements d'une bonne gouvernance et d'une véritable démocratie. Il faut s'attaquer aux causes de la pauvreté et non seulement assister les pauvres. Il y va de la protection et promotion des droits humains, femmes et hommes ensemble.

Daisy Herman
Secrétaire générale de la FIMARC,
chercheur associé ACRF

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

